

**ARRÊTÉ PREFECTORAL
portant mise en demeure**

**Société MT TECHNOLOGY
Commune de Saint Michel de Maurienne**

Le PREFET DE LA SAVOIE

Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu les actes administratifs délivrés à la société METALTEMPLE relatifs à l'exploitation de ses installations situées 16, rue du Temple, sur le territoire de la commune de SAINT MICHEL de MAURIENNE (73140), en particulier les arrêtés préfectoraux des 2 décembre 1993, 4 février 2002, 31 mars 2003 et 17 juin 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 août 2014 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société MT TECHNOLOGY, dont le siège social est situé 16, rue du Temple, à Saint Michel de Maurienne (73140) ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé et notamment les articles 18, 28-1 et 50 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 susvisé et notamment les paragraphes 4.3.2, 4.3.6, 4.5.1, 4.5.2, 4.6.2, 4.6.3, 4.6.5 et 4.6.6 de l'article 2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 février 2002 susvisé et notamment l'article 3.2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2008 susvisé et notamment l'article 4 ;

Vu l'inspection de l'établissement réalisée le 10 septembre 2014 et le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 janvier 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que les constats de l'inspection lors de la visite du 10 septembre 2014 constituent des manquements graves aux dispositions suivantes :

- articles 18, 28-1 et 50 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- paragraphes 4.3.2, 4.3.6, 4.5.1, 4.5.2, 4.6.2, 4.6.3, 4.6.5 et 4.6.6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 ;
- article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2002 ;
- article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2008 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MT TECHNOLOGY de respecter les dispositions des articles 18, 28-1 et 50 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, des paragraphes 4.3.2, 4.3.6, 4.5.1, 4.5.2, 4.6.2, 4.6.3, 4.6.5 et 4.6.6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993, de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2002 et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2008 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

Article 1 - La société MT TECHNOLOGY exploitant une fonderie sise 16, rue du Temple sur la commune de Saint Michel de Maurienne (73140) est mise en demeure de respecter les dispositions :

- dans un délai d'un mois :
 - de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en procédant à l'entretien des installations de traitement des eaux résiduaires et de traitement des rejets atmosphériques relatif aux COV et en mettant en place un plan d'entretien de nature et de fréquence adaptées permettant le fonctionnement optimal de ces installations de traitements,
- dans un délai de 3 mois :
 - de l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en réalisant les plans de gestion de solvants fondés sur les mesures des émissions de COV ou d'une évaluation justifiée des rejets pour les années 2013 et 2014,
 - de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en mettant en place les aménagements nécessaires pour permettre l'accès aux conduits de rejets atmosphériques et les dispositifs permettant des prélèvements aux fins d'analyses pour les installations de l'unité U2,
 - des paragraphes 4.6.2 et 4.6.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 susvisé en procédant aux analyses des eaux résiduaires pour l'ensemble des paramètres fixés et en respectant les fréquences fixées,
 - des paragraphes 4.5.1 et 4.5.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 susvisé en respectant les valeurs limites fixées pour l'ensemble des paramètres des eaux résiduaires,
 - du paragraphe 4.6.5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 susvisé en procédant aux analyses des eaux résiduaires par un organisme tiers pour l'ensemble des paramètres fixés et en respectant les fréquences fixées,
 - aux dispositions des paragraphes 4.3.2 et 4.3.6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 susvisé en réalisant un inventaire des rejets d'eaux résiduaires et un plan à jour des réseaux d'égouts,
 - aux dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2002 susvisé en réalisant des analyses des eaux souterraines à fréquence au moins trimestrielle pour l'ensemble des paramètres fixés,

- de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2008 susvisé en mettant en place un plan de surveillance des émissions de manganèse dans l'atmosphère ou en mettant en place un dispositif de traitement de ces émissions,
- dans un délai de 6 mois :
 - du paragraphe 4.6.6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 susvisé en procédant aux analyses des eaux de l'Arc en 2 points, en amont et en aval du point de rejet des eaux résiduaires de l'établissement, pour l'ensemble des paramètres fixés,
- dans un délai de 8 mois :
 - de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en mettant en place les aménagements nécessaires pour permettre l'accès aux conduits de rejets atmosphériques et les dispositifs permettant des prélèvements aux fins d'analyses pour les autres installations que celles de l'unité U2.

Les délais mentionnés ci-dessus s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

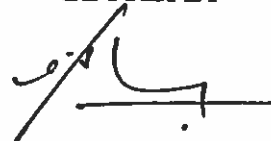
Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de GRENOBLE.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté ;

Article 4 – La secrétaire générale de la Préfecture, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la société MT TECHNOLOGY et au maire de la commune de Saint Michel de Maurienne.

Chambéry, le **17 SEP. 2015**

LE PREFET



LE PREFET

